

## Situation et perspectives de l'économie mondiale

**L'économie mondiale doit faire face à des obstacles importants – selon un rapport diffusé par l'ONU, on ne peut espérer qu'une amélioration modeste au cours des deux prochaines années**

*Des efforts ciblés et coordonnés sur le plan des politiques sont nécessaires pour réduire les incertitudes et relancer l'investissement et la croissance dans le monde entier en vue de la réalisation des objectifs de développement durable*

**New York, le 10 décembre** – L'économie mondiale a connu des revers en 2015, et on ne peut s'attendre qu'à une modeste amélioration en 2016/17 compte tenu de la persistance d'un certain nombre d'obstacles cycliques et structurels, selon le rapport de l'ONU intitulé « Situation et perspectives de l'économie mondiale 2016 », qui a été rendu public aujourd'hui.

On estime que la croissance à l'échelle mondiale ne dépassera pas un taux de 2,4 % en 2015, ce qui représente une révision à la baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport à l'estimation présentée il y a six mois par l'ONU. Dans un contexte caractérisé par la baisse des cours des produits de base, d'importantes sorties de capitaux et une augmentation de l'instabilité des marchés financiers, la croissance observée dans les pays en développement ou en transition s'est ralentie, son rythme étant le plus faible qui ait été enregistré depuis la crise financière mondiale de 2008/2009. Compte tenu du ralentissement qui était prévu depuis longtemps en Chine et de la faiblesse persistante des résultats économiques obtenus par d'autres grands pays émergents, notamment la Fédération de Russie et le Brésil, l'axe de la croissance mondiale se déplace de nouveau, du moins en partie, en direction des pays développés.

L'économie mondiale devrait afficher une croissance de 2,9 % en 2015 et de 3,2 % en 2017, grâce aux effets favorables du climat budgétaire généralement moins restrictif et des politiques monétaires encore accommodantes que l'on peut observer à l'échelle mondiale. On s'attend à ce que le calendrier et le rythme de normalisation de la politique monétaire des États-Unis réduisent les incertitudes quant aux orientations et favorisent une reprise modérée de l'investissement et de la croissance, tout en empêchant qu'une instabilité excessive se manifeste sur les marchés financiers, et en assurant un ajustement ordonné du prix des actifs. Cette amélioration est également fondée sur la stabilisation des cours des produits de base et sur l'hypothèse qu'il n'y aura aucune nouvelle escalade des conflits géopolitiques pendant la période considérée.

« Des efforts plus vigoureux et mieux coordonnés sont nécessaires pour assurer une croissance économique robuste, inclusive et durable, car cela constituera un facteur déterminant pour la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030 », a fait remarquer Lenni Montiel, Sous-Secrétaire général chargé du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

### **Cinq obstacles majeurs pour l'économie globale**

Le rapport énumère cinq obstacles majeurs pour l'économie mondiale, à savoir : 1. la persistance des incertitudes macroéconomiques; 2. les faibles cours des produits de base et la diminution des flux

commerciaux; 3. l'instabilité croissante des taux de change et des flux de capitaux; 4. la stagnation de l'investissement et de la croissance de la productivité; et 5. le décalage persistant entre les activités de financement et celles du secteur réel.

La faiblesse de la croissance affecte également les marchés du travail dans de nombreux pays en développement ou en transition. Le chômage est en hausse, en particulier en Amérique du Sud, ou reste obstinément élevé, comme en Afrique du Sud. Dans le même temps, l'insécurité de l'emploi devient souvent un phénomène de plus en plus tenace à mesure que des travailleurs salariés quittent leur poste pour s'installer à leur compte.

Vu la persistance des écarts de production, la croissance modeste des salaires et la baisse des cours des produits de base, le taux d'inflation dans le monde se trouve à son niveau le plus bas depuis 2009. Dans les pays développés, les risques de déflation ont diminué, sans pour autant disparaître complètement, en particulier au Japon et dans la zone euro.

Dans les pays développés, la croissance devrait s'accélérer quelque peu en 2016, pour dépasser la barre des 2 % pour la première fois depuis 2010, selon le rapport. On s'attend à ce que l'activité économique dans les pays en développement ou en transition atteigne son point le plus bas pour amorcer ensuite une remontée progressive, mais l'environnement externe continuera d'être une source de défis, et la croissance restera bien en deçà de son potentiel.

### **Croissance économique et stabilité financière**

Le rapport indique que les défis à relever par les décideurs du monde entier risquent d'augmenter à court terme compte tenu des faiblesses de l'économie mondiale et des compromis difficiles auxquels il faudra parvenir dans les domaines des politiques monétaire, budgétaire et des taux de change.

Le rapport souligne que les autorités monétaires devraient entreprendre des efforts concertés pour réduire les incertitudes et l'instabilité financière, de façon à établir un équilibre délicat entre leurs objectifs de croissance économique et ceux qui ont trait à la stabilité financière. « Le calendrier et le rythme de normalisation attendus de la politique monétaire des États-Unis aideront à atténuer certaines incertitudes quant aux orientations et donneront l'élan nécessaire pour relancer l'investissement », a ajouté Hamid Rashid, Chef du Groupe de la veille économique mondiale de l'ONU au moment de la présentation du rapport.

Compte tenu de l'accumulation massive de la dette privée dans de nombreux pays émergents, les décideurs devraient apporter des ajustements à leur panoplie de mesures (politique budgétaire plus active, instruments macroprudentiels, politiques du marché du travail ciblées) dans un contexte d'instabilité de la conjoncture financière mondiale.

Le rapport met l'accent sur le fait que ce sont les politiques monétaires qui, depuis la crise mondiale, ont constitué le principal moyen de soutenir la croissance, mais que le moment est maintenant venu de confier un rôle plus important aux politiques budgétaires. Des stratégies du marché du travail ciblées et bien conçues sont nécessaires pour servir de complément aux politiques budgétaires afin de relancer la productivité, la création d'emplois et la croissance de la production.

### **Croissance dans le monde, préservation de l'environnement et réduction de la pauvreté**

Le rapport décrit également quelques tendances positives récentes en matière de préservation de l'environnement. Les émissions de carbone liées à la consommation d'énergie dans le monde n'ont accusé aucune augmentation en 2014, ce qui n'était pas arrivé depuis 20 ans, à l'exception de 2009, lorsque l'économie mondiale a subi une contraction. Cela semble indiquer que le monde pourrait commencer à assister à une certaine dissociation entre la croissance économique et la croissance des émissions de carbone.

Dans le même temps, le rapport lance une mise en garde en faisant remarquer que le ralentissement généralisé de la croissance économique dans de nombreux pays en développement risque de freiner les progrès accomplis dans la réduction de la pauvreté dans l'immédiat et de faire dérailler le développement durable à long terme. Pour éviter un tel scénario et stimuler une croissance inclusive, une coordination plus efficace des politiques – aux niveaux national, régional et mondial – est nécessaire. De nouveaux progrès pourraient être accomplis dans le domaine de la réduction de la pauvreté grâce à des interventions de politique générale visant également à réduire les inégalités et pouvant par exemple prendre la forme d'investissements dans l'éducation, la santé et les infrastructures, et le renforcement des filets de sécurité sociale.

**À propos du rapport** – *Situation et perspectives de l'économie mondiale est une publication diffusée chaque année par le Département des affaires économiques et sociales (DAES) de l'ONU, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les cinq commissions régionales de l'ONU et l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). La version intégrale du rapport pourra être consultée le 19 janvier 2016 à partir du site <http://bit.ly/WESP>.*

### **Contactes avec les médias**

Francyne Harrigan, Département de l'information de l'ONU  
[harriganf@un.org](mailto:harriganf@un.org) 4 +1 917 367 541

Sok-Min Seo, Département de l'information de l'ONU  
[seo1@un.org](mailto:seo1@un.org) +1 212 963 184 1

## Croissance de la production mondiale, 2013 -2017

<i>Taux de croissance régionaux</i>	2013	2014	2015	2016	2017	<i>Variation par rapport aux prévisions de mai 2015</i>	
						2015	2016
<b>Monde</b>	2,3	2,6	2,4	2,9	3,2	-0,4	-0,2
<b>Pays développés</b>	1,0	1,7	1,9	2,2	2,3	-0,1	0,0
États-Unis	1,5	2,4	2,4	2,6	2,8	-0,2	-0,1
Japon	1,6	-0,1	0,5	1,3	0,6	-0,5	0,2
Union européenne	0,2	1,4	1,9	2,0	2,2	0,0	-0,1
<b>Pays en transition</b>	2,2	0,8	-2,8	0,8	1,9	-0,9	-0,2
Europe du Sud-Est	2,4	0,1	2,1	2,6	3,0	0,7	0,1
Communauté des États indépendants et Géorgie	2,2	0,8	-3,0	0,7	1,8	-0,9	-0,2
Fédération de Russie	1,3	0,6	-3,8	0,0	1,2	-0,8	-0,1
<b>Pays en développement</b>	4,6	4,3	3,8	4,3	4,8	-0,6	-0,5
Afrique	3,4	3,1	3,7	4,4	4,4	-0,3	-0,4
Asie de l'Est	6,3	6,1	5,6	5,6	5,6	-0,4	-0,4
Chine	7,7	7,3	6,8	6,4	6,5	-0,1	-0,4
Asie du Sud	4,8	6,2	6,0	6,7	7,0	-0,6	-0,2
Inde	6,4	7,1	7,2	7,3	7,5	-0,4	-0,4
Asie occidentale	2,4	2,1	2,0	2,4	3,0	-1,0	-1,2
Amérique latine et Caraïbes	2,7	1,0	-0,5	0,7	2,7	-1,0	-1,0
Brésil	2,5	0,1	-2,8	-0,8	2,3	-1,7	-1,3
<b>Pays les moins avancés</b>	5,4	5,1	4,5	5,6	5,6	-0,3	-0,1

Source : Département des affaires économiques et sociales.